NON au TSCG
(Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance)
à sa ratification à l'austérité

ÉCONOMIQUEMENT ABSURDE

En imposant l'obligation d'équilibre budgétaire permanent, il va obliger à des coupes drastiques dans les dépenses publiques. **14 suppressions de poste d'enseignant dans les écoles primaires de Vitry** en cette rentrée, **les fermetures de lits dans les hôpitaux**, les **90 000 emplois menacés** par les plans de licenciement en sont le sinistre résultat. Dans le contexte actuel, couper dans les dépenses publiques ne fera qu'accentuer la récession, aggraver le chômage et les déficits. En plus de cela, le Pacte budgétaire prive la puissance publique de moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique.

SOCIALEMENT INSUPPORTABLE

Les **« programmes d'ajustement structurel »** aujourd'hui imposés à la Grèce et aux autres pays en difficulté réduisent les protections, **accroissent les inégalités** et touchent les populations les plus précaires – femmes, jeunes, ouvriers, immigré-es. Loin d'éviter aux pays du Nord de l'Europe de subir le sort de ceux du Sud, ce pacte entraîne toute l'Union dans une spirale dépressive qui risque de généraliser la pauvreté.

UNE MENACE POUR LA DÉMOCRATIE

Le pacte budgétaire prévoit des sanctions quasi automatiques en cas de non-respect. Il marginalise les Parlements nationaux et européen, et fait de la Commission et de la Cour européenne de justice, organismes non élus, les juges des budgets nationaux, niant ainsi la souveraineté populaire. **Le refus de la France de ratifier ce traité serait un signal fort envoyé aux autres peuples européens afin d'ouvrir le débat sur la construction d'une autre Europe.**

INTERPELLONS NOS DEPUTES !

Mettons la pression sur les parlementaires de la majorité présidentielle !

Le président de la République veut faire ratifier au plus vite par le Parlement le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de la zone euro. Il s'était pourtant engagé à le renégocier.

INFORMONS-NOUS, DEBATTONS !

Réunion publique

Jeudi 27/9 20 heures

Salle Robespierre 3, allée du Puits Farouche (sur la dalle Robespierre derrière le cinéma et à côté de la tour)

avec Frédéric Viale du CA d'Attac
Martine Billard, ancienne députée
un député ou un sénateur
un-e militant-e de Grèce

MANIFESTONS dimanche 30 septembre 13h30 à Nation

RV RER de VITRY à 13 heures

Collectif unitaire contre l'austérité permanente et le pacte budgétaire européen (Attac, NPA, les organisations membres du Front de Gauche de VITRY: Convergences et Alternative, Gauche Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Parti de Gauche)